

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Sécurité sociale BUDGET EN EXCEDENT, MAIS...

La radio et la télévision l'ont annoncé comme une nouvelle assez extraordinaire et porteuse de promesses : le budget de la Sécurité sociale est en excédent de 2,6 milliards.

L'année dernière le pouvoir a agité l'épouvantail d'un déficit de plus de 12 milliards et d'une menace de « faillite » de la Sécurité sociale. Se pourrait-il simplement qu'il se soit trompé ? Certainement pas quand on sait comment le prétendu « déficit » chronique de la Sécurité sociale est fabriqué de toutes pièces. Si le pouvoir l'avait estimé nécessaire, nul doute que les caisses de la Sécurité sociale seraient restées déficitaires à la rentrée. Mais alors quel but poursuivait-il ?

CYNISME ET DEMAGOGIE

En rendant compte de cette « bonne nouvelle », les porte-paroles du gouvernement se sont empressés de féliciter les travailleurs pour leur « sens civique ». A les en croire, c'est leur restriction volontaire de consommation de médicaments et le retour à « une saine rigueur » en matière de dépenses de santé qui aurait permis de rétablir l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Bien plus, ajoutent-ils, c'est parce que vous vous êtes serrés la ceinture et avez fait des sacrifices que le gouvernement a pu augmenter de 300 F par enfant l'allocation de rentrée scolaire.

C'est en effet dans les caisses de la Sécurité sociale qu'il a puisé le milliard et demi de francs destiné à cette augmentation... qui ne lui aura donc pas coûté bien cher.

LA VERITE LA VOICI

Si les caisses de la Sécurité sociale se sont remplies plus que prévu c'est uniquement aux dépens des travailleurs et contre leur gré. X

Les cotisations qui avaient été majorées de 1,5 %

(Suite page 3)

• Marseille Communiqué

Le 5 septembre à 18h30 a eu lieu une manifestation qui regroupait environ 400 personnes sur les mots d'ordre : « Libérez Miguel Angel Apalategui », « Non à l'extradition ».

Cette manifestation pacifique a été attaquée sauvagement sur le cours Belsunce à la hauteur de la rue du Tapis Vert par une bande de jeunes fascistes nostalgiques de Franco et d'Hitler sous l'œil passif de la police qui n'est intervenue que pour dégager les fascistes que les manifestants avaient maîtrisés.

La manifestation a continué de façon très combative et s'est dispersée à la porte d'Aix dans le calme après avoir appelé à se rassembler à Aix-en-Provence le mardi 6 à 8h30.

Coordination des comités Apalategui

LIBERTE POUR APALATEGUI !



Le pays Basque tout entier est mobilisé dans l'attente du verdict (ci-dessus, vue de la manifestation de Pampelune).

C'est mardi 6 septembre que la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence devait examiner en audience publique, la demande de mise en liberté présentée par les avocats du militant basque Miguel Angel Apalategui.

Depuis le 31 juillet dernier, date du début de la grève de la faim d'« Apala » celui-ci est devenu le symbole de la lutte du peuple basque, du combat pour l'amnistie générale des prisonniers politiques en Espagne. D'imposantes manifestations se sont succédées tout l'été au pays Basque, jusqu'au week-end dernier qui a vu le rassemblement de près d'un demi-million de manifestants dans les rues de San-Sebastian, Pampelune et Vitoria.

En France aussi, la mobilisation contre la répression qui frappe Apalategui a pris

un nouvel essor. A Bayonne notamment de nombreuses manifestations de protestation se succèdent. A Marseille où le jeune militant est incarcéré à la prison des Baumettes, les prises de position en sa faveur se multiplient et la solidarité s'organise.

Très affaibli par un mois de grève de la faim totale, Apalategui vient de consentir à se réalimenter sur la foi des promesses de libération rapide faite à ses avocats et la possibilité qui se dessine d'obtenir le statut de réfugié politique. Cette décision correspond au désir de son organisation politique, l'ETA, qui lui a fait savoir qu'elle préférerait « un militant vivant à un héros mort ».

Néanmoins, à Marseille comme au pays Basque la vigilance demeurerait à la veille du procès.

Le comité de soutien à Apala convoquait une manifestation devant le tribunal pour mardi en invitant « tous les amis d'Apala à maintenir fermement leur pression politique car c'est sur un rapport de force politique que se décidera le sort d'Apalategui, mardi matin, et la décision n'est pas encore emportée. »

Editorial

Un optimisme inquiétant

L'Institut international des études stratégiques de Londres vient de publier son traditionnel rapport annuel sur l'état des forces armées dans le monde en l'assortissant, pour la première fois, d'un commentaire de son cru sur le danger de guerre en Europe.

Selon lui, « la guerre en Europe n'est pas pour demain ». L'Institut base cette péremptoire affirmation sur l'analyse suivante : « L'équilibre d'ensemble qui s'est établi en Europe entre forces de l'OTAN et forces du Pacte de Varsovie est tel qu'il rend intéressante l'idée d'une agression militaire. »

Voici donc qu'on nous sert une nouvelle fois la thèse de « l'équilibre de la terreur » ; pour prêcher le relâchement de la vigilance des peuples face au danger d'une troisième guerre mondiale. Nul ne conteste le sérieux des chiffres avancés par l'Institut de Londres qui s'est acquis, sur ce point, une réputation internationale. Il semble bien en effet que dans nombre de secteurs d'armements, URSS et USA se damnent mutuellement le pion actuellement. Mais ce qui importe pour comprendre notre situation, c'est le sens du développement des choses. Cet équilibre militaire, par ailleurs imparfait, est surtout instable.

Il y a peu encore, l'armement américain dominait largement, tant en qualité qu'en quantité, celui des soviétiques. La vraie lec-

ture de la situation actuelle est donc celle qui enregistre le formidable effort de guerre déployé par l'URSS, sous le drapeau de la « détente » et de la « coopération internationale ». Un effort qui, tout l'indique, n'entend pas s'en tenir là mais vise bien à acquérir, dans tous les domaines, nucléaire comme conventionnel, une très large supériorité militaire sur les USA.

Le commentaire de l'Institut de Londres est donc dangereux par la démobilisation qu'il implique. Il rejoint d'ailleurs en ce sens les thèses complaisamment affirmées par la plupart des gouvernements occidentaux dont le gouvernement français.

Ces analyses rassurantes sont en opposition flagrante avec les faits qui prouvent chaque jour davantage que l'URSS social-impérialiste rivalise, avec acharnement avec les USA sur le plan politique et militaire pour lui arracher, à un moment donné par la force des armes, la domination sur l'Europe et le monde.

Face à ce danger de guerre qui va croissant les peuples européens doivent prendre exemple sur l'attitude du peuple chinois qui affirme : « Primo, nous ne voulons pas la guerre et secundo, si on nous l'impose, nous n'en avons pas peur ». Ils doivent être prêts à faire échec à toute agression en plaçant cette lutte pour l'indépendance au service de leurs objectifs révolutionnaires.

REUNION PUBLIQUE VENDREDI 9 SEPTEMBRE A 20 H

MJC de Grande Synthe (Nord)

- Chorale « La Lyre des travailleurs »
- Film : « Le goût du collectif » (Lip)
- ASEC (Association des stagiaires et étudiants comoriens)
- Stands

Du 5 au 11 septembre : de 14 à 20 h
Exposition HOMMAGE à Mao Tse-toung



Dans Littérature chinoise No9 La littérature et la révolution

La révolution doit-elle obéir à la littérature ou bien est-ce la littérature qui sert la révolution ? C'est à cette question que répondait Lou Sin dans son discours intitulé «La littérature de l'époque révolutionnaire» qu'il prononça à l'École militaire de Wanhpou le 8 avril 1929.

C'était une époque très dure pour la première grande révolution chinoise. La lutte armée du peuple se développait rapidement contre les seigneurs de guerre et l'impérialisme. Chou En-laï avait dirigé l'insurrection ouvrière de Changhaï. Mais cette première grande révolution fut mise en difficulté par la ligne de Tchen Tou-sieou qui prônait la conciliation avec le Kuomintang et qui renforçait donc l'arrogance de Tchang Kai-tchek.

Dans les milieux littéraires de Kouang-tcheou, certains écrivains réactionnaires s'étaient regroupés dans «le cercle de littérature révolutionnaire» et dénigraient la lutte armée des ouvriers et des paysans chinois.

Dans ce discours, Lou Sin dénonce l'absurdité des écrivains bourgeois qui croyaient à la «force décisive» de la littérature sur la révolution, l'expérience des insurrections ouvrières armées de 1927 lui faisait placer tout son espoir dans la violence révolutionnaire.

Le principal facteur de changement c'est toujours la révolution : «C'est à elle que la société doit ses transformations et l'humanité ses progrès». Contre les écrivains bourgeois qui combattaient la violence révolutionnaire au moment de l'insurrection, il écrit : «Ce qui compte dans les conditions de la Chine, c'est la guerre, car Souen Tchouan Fang a été chassé à coups de canon et non à coups de poèmes». Contre les écrivains qui voulaient désarmer les travailleurs et soumettre la révolution à leur littérature, il affirme : «c'est la révolution qui agit sur la littérature — et non l'inverse».

Ainsi bien avant la révolution, la littérature exprime la plainte de l'opprimé, puis juste avant la révolution, sous l'effet des mouvements qui se préparent, la littérature devient fureur et Lou Sin cite l'exemple de la littérature qui a immédiatement précédé la grande Révolution d'Octobre.

Pour lui, seule la révolution doit permettre de créer une littérature véritablement populaire.

Le contenu de ce numéro de «Littérature chinoise» en est un exemple.



• Des poèmes

On trouve aussi, dans ce numéro, des poèmes exaltant l'étude du Tome V des œuvres de Mao Tsé-toung et appelant à dénoncer la bande des Quatre. «Le cœur rouge comme le feu, les mains dures comme l'acier...», c'est le début d'un poème écrit par un travailleur modèle du champ de pétrole de Taking.



Aux ouvriers, nous demandons
Cette année, quels sont les records de
Forage ?
Le mât de forage rit,
Et il nous montre le ciel où flottent
Les drapeaux.

• Des sketches

Dans le même numéro de «Littérature chinoise», on trouve un sketch très comique qui présente la bande des Quatre comme des marchands de chapeaux qu'ils distribuent un peu à tout le monde. Chapeaux qui ont pour nom : «Perturbateur, girouette, bonhomme, petite pousse révisionniste, semeur de mensonges, porte-parole de l'opportunisme, courant sinistre, vent néfaste, vers de terre...».

Un des participants à la «Causerie sur l'Art et la Littérature», à Yenan raconte aussi ses souvenirs.

Bref, un numéro à lire.



Message du Parti communiste de Birmanie au congrès du PCC LA THESE DES 3 MONDES ECLAIRE LA LUTTE DE CLASSE A L'ECHELLE MONDIALE

A l'occasion de la tenue victorieuse du XI^e Congrès du Parti communiste chinois, les messages de félicitations émanant de très nombreux partis et organisations marxistes-léninistes du monde entier affluent à Pékin. Tous se réjouissent de l'écrasement de la «bande des Quatre», de l'élection du président Houa Kouo-feng à la direction du parti, du rétablissement du camarade Teng Siao-ping dans toutes ses fonctions, réaffirment l'apport inestimable de la pensée-maotsétoung à la lutte révolutionnaire des prolétariats et des peuples du monde et leur volonté de rester fidèles à ses enseignements.

Nombre d'entre eux soulignent explicitement leur adhésion profonde à la théorie des «trois

«La tenue de ce congrès n'est pas seulement une grande victoire pour le Parti communiste chinois, elle est aussi un énorme soutien au Mouvement communiste international, aux partis et organisations communistes authentiques et aux peuples et nations opprimés en lutte contre leurs ennemis de classe et nationaux (...)

«Portant haut levé le grand drapeau du président Mao Tsé-toung, ce rapport est entièrement conforme au marxisme, au léninisme, à la pensée-maotsétoung. Nous exprimons notre soutien sincère à ce sujet.

SOUTIEN A LA THESE DES TROIS MONDES

«Par la classification des

«trois mondes», le président Mao Tsé-toung a montré, dans la lutte de classe internationale à notre époque, quelles sont les principales forces révolutionnaires, quels sont nos principaux ennemis et qui constituent les forces intermédiaires que l'on peut gagner ou unir.

Cela permet au prolétariat international d'unir dans la lutte de classe menée à l'échelle mondiale contre nos principaux ennemis tous ceux qui peuvent être unis et de former un front uni aussi large que possible.

Telle est la juste formule stratégique et tactique du prolétariat mondial à notre

mondés» tracée par le président Mao sur la base d'une juste analyse de classe de la situation internationale actuelle, ou appellent à la constitution d'un large front uni mondial contre les deux superpuissances conformément à cette théorie.

C'est le cas notamment de partis communistes du tiers monde qui mènent une courageuse lutte armée contre l'impérialisme et la réaction, comme le Parti communiste de Malaisie, le Parti communiste de Thaïlande, la Ligue marxiste-léniniste de Colombie. L'Agence «Chine Nouvelle» vient de publier le message du président du Comité central du Parti communiste de Birmanie qui affirme notamment :

«Cependant, nous estimons que soutenir la division en «trois mondes» et définir le tiers monde comme la principale force révolutionnaire est le seul moyen pour que les partis communistes et les forces révolutionnaires dans les pays concernés au sein du tiers monde poursuivent, et non cessent, la lutte de classes conformément aux conditions où ils se trouvent.

«Nous tenons à dire quelques mots sur notre conception des «trois mondes».

«Les systèmes politiques, économiques et sociaux des pays du tiers monde ne sont pas identiques. Il y a des pays authentiquement socialistes ; il y a des pays pseudo-socialistes ; il y a des pays semi-féodaux et semi-coloniaux et des pays en voie de développement et il y a des pays non-alignés. Certains d'entre eux sont administrés par des gouvernements anticommunistes et antipopulaires et d'autres même par des régimes fascistes.

«En même temps, en cas d'agression impérialiste contre un pays du tiers monde, le parti communiste et le peuple de ce pays doivent unir toutes les forces susceptibles d'être unies et s'opposer résolument à cette agression».

De l'eau dans le gaz...

L'URSS a refusé un visa d'entrée au professeur du PCI, Strada, qui devait participer à la foire internationale du livre à Moscou. Strada est un spécialiste de littérature russe qui a traduit les œuvres les plus importantes des dissidents soviétiques. Ce refus a entraîné de vives réactions. Dans un article paru dans la «République», Strada a écrit : «Ce n'est pas le refus en soi qui m'a surpris. Nous sommes habitués, mais c'est l'excessive rapidité de ce refus...»

Il y a quelques jours, c'était au tour de Carrillo, secrétaire du PC espagnol, d'attaquer l'URSS. Il a expliqué que si «le communisme est divisé» ce sont «ceux qui estiment être le Vatican communiste» qui en sont la cause. «Je n'ai pas excommunié le Parti communiste chinois (affirmation pour le moins discutable), je ne suis pas intervenu avec des tanks en Tchécoslovaquie».

La lutte contre la désertification LA RESPONSABILITE DE L'IMPERIALISME

La semaine dernière commençaient les travaux du comité plénier de la Conférence des Nations-unies sur la désertification, à Nairobi, au Kenya. L'un des points à l'ordre du jour fut l'étude des causes et processus de la désertification. Le représentant algérien, A. Bencherif, ministre de l'Hydraulique, de la Mise en valeur des terres et de l'Environnement, a exposé la lutte qui se mène en Algérie contre la désertification puis a expliqué :

«Il ne s'agit donc pas de mettre le processus de désertification uniquement sur le compte des aléas climatiques et sur l'existence des ressources à exploiter.

«La genèse repose sur un ensemble de phénomènes historiques incontestables tels que le refoulement impitoyable par les autorités coloniales de la plus grande partie des populations vers les zones désertiques qui ont entraîné pour leur simple survie une surexploitation des terres et des pâturages existants. On y trouve ici



Fixation des dunes de sable en Chine

une explication historique et il n'est que justice aujourd'hui que ces pays industrialisés soient appelés à assumer leur pleine et entière responsabilité dans la mise en œuvre du programme de lutte contre la désertification. La réussite de ce plan ne peut se concevoir sans une coopération régionale et internationale, permettant des échanges scientifiques, techniques et humains fructueux».

Essayant de tirer le profit maximum, les colonialistes n'ont jamais essayé de mettre en valeur les déserts, bien que c'était vital pour les populations.

Pourtant, la fertilisation des déserts, ce n'est pas impossible. En Chine, la fertilisation des déserts n'est plus un fait extraordinaire. Par exemple, dans la région de Khotan (voir photo) dans le Sinkiang, plus de quarante oasis nouvelles ont été créées en 7 ans et elles sont actuellement en pleine prospérité. Ce travail fut le fait de 60 000 défricheurs.

L'oasis la plus éloignée se trouve à plus de 100 kilomètres à l'intérieur du désert. Quelques 47 000 hectares de sable ont été transformés en champs sillonnés de canaux et protégés par des écrans d'arbres.



L'intercomité du Marais appelle à une MANIFESTATION MARDI 6 SEPTEMBRE 18H Métro Bastille
Devant la statue de Beaumarchais
rue Saint Antoine

L'Algérie demande aux «lip» de former des techniciens

Le gouvernement algérien a pris contact avec les travailleurs de l'usine de Palente, en vue d'un accord pour la formation de techniciens algériens et pour des études techniques ; c'est ce qu'a révélé lundi Charles Piaget, responsable CFDT de l'usine.

Au cours d'une conférence de presse, tenue lundi, les LIP ont indiqué que l'Algérie avait décidé de leur confier une étude pour l'implantation, en Algérie, d'une usine horlogère. Cet accord comprendrait également la formation de techniciens de deux entreprises algériennes, qui seront chargés de la maintenance technique. En

fin, l'Algérie, souhaite dans une lettre du 28 août adressée aux LIP qu'ils fabriquent l'outillage nécessaire à son industrie horlogère.

Charles Piaget a indiqué que l'étude d'implantation d'usine en Algérie mobilisera une trentaine de LIP regroupés au sein d'une «société d'étude des ouvriers de Palente».

Il a également informé que des contrats avaient lieu dans le même sens avec Madagascar, Djibouti, et le Vietnam.

L'enjeu, ont expliqué les LIP, c'est de maintenir l'emploi.

Augmentation des impôts indirects

Le budget 1978 est de 395 milliards de francs actuels. Seulement, les recettes normales n'équivalent pas les dépenses et il y aura un «trou» de 9 milliards. Ce «trou» ce seront bien sûr les travailleurs qui devront le combler puisque la solution trouvée par le gouvernement est l'augmentation des impôts indirects. Or, on le sait, ce type d'impôt sur les biens de consommation courante tou-

che plus la population laborieuse que n'importe quel impôt.

Ainsi l'essence super passera à 2,60 F au lieu de 2,37 F ; le paquet de «Gitanes» à 3 F contre 2,60 F ; les vignettes automobiles seront majorées de 20 %.

Ces nouvelles ressources procureraient près de 8 milliards. Un prélèvement sur les profits des banques procurerait le milliard supplémentaire ; merci pour eux !

Un programme commun de la majorité

Dans la bataille électorale, en vue de mars 1978, il fallait que la majorité ait son «programme» à opposer à celui de la dite «gauche». Voilà qui est fait. Lundi, les représentants des quatre formations de la droite ont signé leur accord sur un «manifeste» à l'issue de leur 8e rencontre.

Ce manifeste-programme sera rendu public seulement mercredi si toutefois il est ratifié par les directeurs des

quatre formations.

La signature de cet accord ne signifie pas que les rivalités sont étouffées. Au contraire, elles subsistent toujours notamment sur la question de l'examen des circonscriptions électorales et des candidatures pour le premier tour. Comme quoi, à droite comme à «gauche» les «programmes» cachent la course au pouvoir. Et là, il s'agit de savoir qui aura la majorité dans la majorité.

LE PCF ET LE GOUVERNEMENT UNIS CONTRE LE PEUPLE REVOLUTIONNAIRE DU CAMBODGE

«Les témoignages qu'apportent les réfugiés sur la situation dans ce pays (le Cambodge démocratique) semblent indiquer que la population cambodgienne connaît, depuis la victoire des révolutionnaires, de cruelles épreuves». Qui par-

Citant les mensonges de ces «réfugiés cambodgiens», Vidal dit «si l'on fait la part des exagérations et des déclarations suscitées» («suscitées» ? pourquoi ne pas oser dire la vérité : payées par la CIA). Toutefois, il reprend à son compte les

calomnies de ceux qui participèrent aux crimes de Lon Nol qui participa à l'assassinat de 800 000 Cambodgiens avec ses maîtres US. Vidal dit aussi : «Nous n'avons, par ailleurs, aucune source d'information sur ce qui se passe». Mais il lâche

au paragraphe suivant «en dehors des déclarations officielles et des éditoriaux diffusés par la radio de Phnompenh». La radio cambodgienne n'est sans doute pas une source d'informations à ses yeux. D'ailleurs «l'Humanité» ne cite pas ses communiqués.

C'est donc délibérément que l'«Humanité» a choisi le camp de la réaction cambodgienne pour attaquer le pouvoir révolutionnaire. C'est une trahison odieuse du PCF, une de plus !

Au fond, ce qui dérange énormément l'«Humanité», c'est que le peuple cambodgien travaille sous la direction du pouvoir révolutionnaire qu'il s'est lui-même donné par la guerre de Libération. La révolution, les dirigeants du PCF l'ont en horreur ! Ce qui dérange aussi énormément l'«Humanité» c'est que le Cambodge se construit dans l'indépendance aussi bien face aux USA qu'à l'URSS. Et l'indépendance nationale, les dirigeants du PCF n'aiment pas ça non plus !



Le peuple du Cambodge a retrouvé la paix et le travail. Un de ces nombreux témoignages photographiques que l'Humanité prétend ne pas connaître.

le ainsi ? De Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, dans le Journal officiel du 3 septembre.

«Les seules informations dont on dispose émanent de réfugiés cambodgiens qui ont fui leur pays. Si les estimations diffèrent de l'une à l'autre, elles font toutes état d'exécutions massives qui auraient eu lieu après la Libération d'avril 1975 et d'un encadrement, d'une surveillance de la population difficilement compatibles avec la démocratie et l'exercice des libertés individuelles». Qui parle ainsi ? Vidal, journaliste (si l'on peut dire !) dans l'Humanité du 5 septembre.

De Guiringaud précise : «Le gouvernement français ne peut que condamner formellement ces méthodes de gouvernements».

Vidal précise : «Des atteintes à ces droits (de l'homme) au Cambodge, dont l'ampleur ne peut être exactement appréciée mais risque de se révéler d'une extrême gravité, ne peuvent que susciter condamnation de notre part».

Ces deux déclarations ne sont toutefois pas d'égale importance. Le gouvernement français a essayé jadis d'établir sa mainmise sur l'Indochine, il en fut chassé. Il en garde dans la bouche un goût d'amertume et il crache sa bile mensongère. Or, au temps où il était encore communiste, le PCF soutenait au contraire la lutte des peuples d'Indochine pour libérer leur sol et construire un pays indépendant. Aujourd'hui, «l'Humanité» se base sur les déclarations des traitres cambodgiens, des mercenaires de Lon Nol et des USA pour condamner la révolution cambodgienne.

Sécurité sociale

Budget en excédent, mais...

(Suite de la page 1)

juillet.

PROMESSES ET MENACES

au début de l'année 76 ont encore été augmentées de 1,4 % dans le cadre du plan Barre soit 7 milliards de recettes supplémentaires sur le dos des travailleurs. La diminution de leur pouvoir d'achat les a de plus contraints à ne plus acheter tous les médicaments dont ils ont besoin et à retarder encore le moment d'aller chez le médecin quand ils tombent malades. Ce n'est certes pas par «sens civique» qu'un million et demi de chômeurs et leur famille ont dû restreindre au péril de leur santé leurs dépenses

C'est pour faire passer cette mesure antipopulaire que Simone Veil a déclaré à la télévision que la Sécurité sociale commencerait à rembourser, quoique très partiellement, les soins dentaires. Le plasma et cer-

on nous annonce à nouveau que le budget 78 de la Sécurité sociale risque de se trouver en déficit de 4,8 milliards.

Autrement dit : acceptez d'être moins remboursés, de payer davantage pour vos médicaments, de vous serrer la ceinture ou sinon la situation risque à nouveau de devenir catas-

FAIRE PASSER LA PILULE

Grâce à vos «efforts», le budget de la Sécurité sociale est en équilibre ; cela vous permet déjà de bénéficier d'une augmentation de l'allocation de rentrée scolaire. Consentez encore davantage de sacrifices et vous serez récompensés. C'est ainsi qu'on pourrait résumer la propagande trompeuse du gouvernement. Son but c'est de faire accepter sans remous une mesure sur laquelle la radio se montre étonnamment discrète et silencieuse : à partir du 1er octobre, 696 médicaments ne seront plus remboursés qu'à 40 % conformément au décret signé de Simone Veil et paru au Journal officiel, le 31



tains sérums utilisés à l'hôpital seraient également remboursés à 100 %. Tout cela pour faire croire à une extension des remboursements alors qu'ils ne font que se réduire comme peau de chagrin. Parallèlement,

Simone Veil et le gouvernement se trompent s'ils pensent pouvoir ainsi faire passer en douceur des mesures d'austérité qui portent directement atteinte à la santé des travailleurs.



Foyer calédonien rue des Ecoles

10 MOIS DE LUTTE CONTRE LE RACISME

La Nouvelle-Calédonie est une île tombée aux mains du colonialisme français en 1853. Aujourd'hui, l'île qui se trouve à des milliers de kilomètres de la France, est baptisée Territoire français d'Outre-mer (TOM).

La population indigène, les Kanaks, ne représente plus que 50 % des habitants de l'île, suite à une colonisation importante. A l'heure actuelle, le capital monopoliste (la famille Rotschild) continue à piller sauvagement les ressources en nickel de l'île.

Face à cette emprise coloniale le peuple kanak a lutté et continue de lutter avec courage. Il existe des partis indépendantistes qui ont même remporté des succès électoraux dans quelques communes lors des dernières élections municipales. Le week-end prochain se dérouleront là-bas les élections pour l'assemblée territoriale, et les partisans de l'État impérialiste et colonialiste français se livrent à diverses agressions et provocations.

C'est en liaison avec cette situation et les revendications indépendantistes du peuple kanak que l'Association des Calédoniens, en France a déclenché et soutenu une grève des loyers dans le foyer calédonien 12 rue des

Plate-forme revendicative

- Ouverture du foyer aux soldats Kanaks du contingent en détente.
- Ouverture du foyer aux étudiants Kanaks de province de passage à Paris.
- Attribution des chambres du foyer aux étudiants calédoniens issus de couches défavorisées de la population calédonienne et non plus aux ressortissants des classes coloniales privilégiées.
- Abrogation du règlement réactionnaire et raciste actuellement en vigueur.
- Arrêt des poursuites engagées contre H. WABET.
- Arrêt immédiat des contrôles d'identité des visiteurs et de la confiscation des papiers d'identité.
- Ouverture permanente du foyer permettant la libre circulation des résidents.
- Réduction des loyers à 60 F par mois.
- Arrêt immédiat des mesures d'intimidations et des menaces d'expulsion que fait peser l'administration coloniale sur les étudiants.

Cette plate-forme souligne la radicalisation de la lutte que mène l'ACF depuis 9 mois dans ce foyer, lutte absolument indissociable de celle que mène le peuple Kanak en vue de sa libération totale... libération qui ne pourra se faire qu'avec la destruction totale du colonialisme français et de l'oppression impérialiste.

Ecoles (Paris 5e). Les différents gérants et gérantes désignés par le vice-rectorat n'ont fait que reproduire dans la gestion du foyer les pratiques racistes, coloniales et paternalistes existant dans l'île. Aussi les étudiants kanaks, unis à d'autres Calédoniens blancs, résidents et non-résidents du foyer ont déclenché un mouvement visant à transformer le règlement intérieur et la gestion du foyer.

Les représentants de l'administration coloniale se sont enfuis et les étudiants ont formé un Comité de gestion qui gère lui-même le foyer. Bien sûr, les menaces d'expulsion pèsent sur eux, et après la suspension des bourses (attribuées par l'État ou les patrons de la société de nickel) ils s'attendent à d'autres mesures de rétorsions. Un embryon de comité de soutien existe, et doit se renforcer pour permettre une plus grande solidarité autour de la lutte des foyers.

UN TRACT NATIONAL REPRODUISANT DES EXTRAITS DU DISCOURS PRONONCÉ PAR LE CAMARADE J. JURQUET A GEMENOS EN JUIN 77 SERA DISPONIBLE DES JEUDI

Cet extrait s'adresse plus particulièrement aux travailleurs et travailleuses, électeurs ou adhérents des partis de l'Union de la gauche

Les licenciements continuent à Usinor-Thionville

Marchais mobilise contre... les destructions de matériel

182 travailleurs immigrés et un Français ont été licenciés pendant la période des congés. Parmi les 2 800 travailleurs qui restent aujourd'hui à Thionville, 1 500 en «surnombre» chôment, les 450 du haut-fourneau chôment (le redémarrage du haut-fourneau prévu pour fin août n'a pas eu lieu) et un certain nombre sont en attente de mutation vers Fos ou Longwy.

En définitive, seules 750 personnes ont effectivement repris le travail. Ainsi les plans de licenciement à Usinor-Thionville s'appliquent coup après coup. Le mot d'ordre d'occupation était bien le seul mot d'ordre conforme aux intérêts des travailleurs ; certainement qu'aujourd'hui encore il reste le seul mot d'ordre valable pour s'opposer à la liquidation.

Comme le disait la CFDT d'Usinor-Thionville, à l'occasion de la séquestration du sous-directeur, en juin : «Nous avons assez freiné l'action, maintenant il faut aller jusqu'au bout et occuper les installations».

La CGT annonce qu'elle va s'opposer à la liquidation en douceur d'Usinor : «Ou bien la direction licenciera en bloc et ce sera le grand affrontement ou bien elle ne le fera pas».

Mais précisément, ça fait des mois que la CGT s'oppose à l'occupation, des mois qu'elle s'oppose au «grand affrontement» et que, pendant ce temps, la liquidation avance. Alors ?

Le PCF donne l'explication dans un tract diffusé à Usinor : «Usinor est viable et compétitif. Pour cela les travailleurs doivent s'opposer à ce que les chalumeaux ne s'attaquent aux installations fermées. Celles-ci peuvent être remises en route. La bataille doit être menée tout de suite, sans attendre les échéances électorales de mars 78, afin que, si la gauche est victorieuse en 78, Usinor puisse immédiatement et normalement reprendre toutes ses activités».

A propos des licenciements, Marchais verse facilement des larmes de cro-

codile. Mais ce qui l'intéresse c'est son «plan Aciers». Son programme de lutte ? Utiliser les sidérurgistes pour obliger le PS à accepter la nationalisation de la

sidérurgie dans la nouvelle mouture du Programme commun.

A Usinor comme à Montefibre, laissons à Marchais le drapeau de la «lutte con-

tre le gâchis», les querelles de rentabilité sont des querelles de patrons. Notre mot d'ordre reste : «Non à tout licenciement, droit au travail pour tous».

Montefibre - St Nabord (Vosges)

Les directions syndicales se moquent des licenciements

Lundi après-midi, la direction de l'usine Montefibre-St-Nabord (banlieue de Remiremont) a donc fait connaître son fameux «plan de sauvegarde». Inacceptable pour les ouvriers de l'entreprise, on s'en doute, puisqu'il prévoit le licenciement de 610 travailleurs de l'usine sur 1039 et le maintien en activité partielle (20 heures par semaine) de 429 autres.

Le directeur général, après avoir été séquestré près de 12 heures à la suite des négociations entamées le 5 septembre, a seulement consenti à laisser entrer deux nouvelles citernes de fuel qui empêcheront l'arrêt immédiat des colonnes de polymérisation.

Pour le reste, la direction de Montefibre campe sur ses positions.

Journée «Portes ouvertes»

Malgré l'interdiction prononcée par le tribunal d'instance d'Épinal (saisi en référé par la direction), une journée «portes ouvertes» a eu lieu le samedi 3 septembre. Deux à trois mille personnes sont venues au cours de la journée. Cependant, les travailleurs des environs ou d'autres entreprises n'auront rien appris de la lutte des «Montefibres»... il n'en a jamais été question, pas la moindre référence au combat en cours, ni même aux conditions de travail !

Les responsables révisionnistes qui menaient la danse se sont livrés à leur stratagème désormais habituel : la défense du potentiel industriel aux mains des gros capitalistes. L'objectif avoué des directions syndicales était de montrer «le gâchis» que constitue la liquidation d'une «entreprise ultra-moderne» !

«Rouge» au secours de la «gauche»

Dans leur politique de défense du système capitaliste, révisionnistes et réformistes ont le soutien du

groupe trotskiste de Krivine. La feuille trotskiste «Rouge», dans son édition du 5 septembre, reprend à son compte les manœuvres du PCF sabotant la combativité des ouvriers : «La bataille pour la livraison du fuel a été gagnée ! Révisionnistes et trotskistes peuvent être fiers : le fuel a été livré, l'usine peut tourner, il n'y aura pas «la détérioration irréversible des installations». («Rouge» 9/9).

Montefibre est tout simplement pour eux «le symbole du gâchis» !

On voit bien que, quel que soit le vernis de «gauche» ou de «révolutionnaire» dont ils s'affublent, ces gens-là se moquent des travailleurs.

Rencontre PCF-PCI

Le samedi 3 septembre également, révisionnistes français et italiens se rencontraient à Rome pour «examiner ensemble les solutions possibles et perspectives communes». Le Comité central du PCF a publié une déclaration dans laquelle le principal «soutien» exprimé est de «parvenir à une maîtrise réelle de la production des fibres synthétiques».

A aucun moment, il n'est question de solidarité, dans la lutte anticapitaliste, des classes ouvrières de France et d'Italie. Il n'est question que d'éventuelles «solutions» capitalistes.

Les ouvriers de Montefibre ont pourtant des traditions de lutte : en Mai 68, les affrontements avec les jaunes furent durs ; en 70, en 73, en 75 et en 76, ils menèrent de nombreuses luttes dont certaines furent victorieuses.

C'est en menant la lutte de classe qu'ils ont obtenu des acquis et non en suivant la ligne de collaboration de classe dans laquelle veulent les enfoncer leurs ennemis dit de «gauche».

LE BI-MENSUEL N° 13 EST PARU

48 pages, dont 16 de documents sur le XI^e Congrès du Parti communiste chinois.
l'exemplaire 3 F.

SOMMAIRE

Corse : être maître de son destin. Guiringaud hué en Afrique ; le social-impérialisme et la corne de l'Afrique ; autoportrait de cadres CGT ; conditions de travail aux Galeries Lafayette ; Cinéma : les Chaines ; histoire : les Accords de Munich en 1938.

PASSEZ VOS COMMANDES